

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION
Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
13e séance
tenue le
mardi 17 octobre 1989
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13e SEANCE

Président : M. AL-MASRI (République arabe syrienne)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES
DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF
ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL
1990-1991 (suite)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite)

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/44/SR.13
19 octobre 1989

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/44/11 et Add.1)

1. M. ALI (Président du Comité des contributions), présentant le rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa quarante-neuvième session (A/44/11 et Add.1), dit que, pour entreprendre l'étude complète de tous les aspects de la méthodologie actuelle, telle qu'elle a été demandée dans la résolution 43/223 B de l'Assemblée générale, le Comité a décidé de procéder en deux étapes. Cette année, il a concentré son attention sur les questions théoriques, y compris les autres définitions possibles du revenu national. Pour illustrer ces considérations, on a utilisé la base de données qui a servi à établir le barème des quotes-parts en vigueur afin d'éviter une confusion entre les effets dus aux modifications apportées à la méthodologie et ceux qui résulteraient de l'utilisation de nouvelles données. Le Comité s'est attaché tout particulièrement à faciliter la compréhension de la méthodologie et à la rendre plus transparente. Parmi les résultats les plus importants qui ont été obtenus à l'issue de cette première phase, on notera les possibilités d'amélioration identifiées dans la méthodologie et les indications fournies dans les annexes qui illustrent son fonctionnement et les effets que produisent sur le barème informatisé les formules différentes envisagées pour la période statistique de base, les dégrèvements au titre de l'endettement et les montants plafonds du revenu par habitant.
2. La deuxième partie de l'étude sera effectuée l'an prochain. Elle consistera à réévaluer les différents éléments de la méthodologie actuelle sur la base des données actualisées fournies pour le revenu national et la population, et d'une meilleure prise en compte de l'endettement extérieur.
3. Dans l'esprit du Comité, il fallait clarifier deux choses : l'effet des différents éléments de la méthodologie sur les chiffres du revenu national communiqués par les Etats Membres et le rôle imparti à la méthodologie en tant qu'instrument permettant de mesurer approximativement la capacité de paiement de chaque Etat Membre. Les indications données dans le rapport devaient aussi contribuer à une plus grande transparence. Ainsi, l'annexe I A expose les ajustements successifs du revenu national selon la méthode actuelle, et l'annexe I B, les différences en points de pourcentage correspondant aux ajustements présentés dans l'annexe I A. Une note plus détaillée sur l'évolution de la méthodologie peut être obtenue auprès du secrétariat du Comité des contributions.
4. En ce qui concerne les définitions du revenu national, le Comité a exploré en détail cinq définitions possibles mais il n'a pris aucune décision, estimant qu'elles n'étaient pas suffisamment élaborées sur le plan théorique et qu'une base statistique adéquate faisait défaut (par. 14). Cependant, comme les autres définitions envisagées pour la prise en compte de situations économiques et sociales particulières paraissaient plus prometteuses que la méthode des indicateurs précédemment examinée, le Comité a demandé au Bureau de statistique de

(M. Ali)

continuer à étudier trois définitions et d'améliorer la base de données correspondante. Il s'agit des définitions suivantes : revenu national disponible, revenu ajusté pour tenir compte de la dette et revenu ajusté par la méthode des taux de change corrigés des prix (TCCP). Or, il a été constaté que l'application de cette dernière méthode aux pays à économie planifiée devrait être placée dans une perspective à longue échéance.

5. Malgré une discussion approfondie, il n'y a pas eu de conclusion tranchée au sujet de la période statistique de base. Nombre des membres du Comité ont préconisé le maintien de la période de base de 10 ans, alors que d'autres ont plaidé pour une période plus courte (par. 17). L'annexe II montre les barèmes informatisés qui résultent des différentes périodes.

6. Ne disposant pas de données fiables sur les volumes de prêt, le Comité n'a pas pu affiner la méthodologie en se fondant sur une analyse de la durée des périodes de remboursement, comme cela était prévu. Pour poursuivre ses travaux, il attend les résultats d'une étude sur les versements effectifs effectués au titre de la dette, qui doit être réalisée par un groupe de travail composé de représentants de quatre institutions financières internationales (par. 21). Il a également demandé au Bureau de statistique d'améliorer sa banque de données sur l'endettement et le nouvel endettement (par. 22). Tout en rappelant qu'on avait utilisé un ratio de 12 % entre le service de la dette et la dette extérieure pour le calcul de l'abattement au titre de l'endettement dans le barème actuel, le Comité a néanmoins décidé d'étudier l'effet qu'auraient d'autres ratios sur le barème informatisé (par. 23). Les comparaisons figurent à l'annexe IV. Elles ont un caractère purement indicatif, étant donné les études complémentaires envisagées.

7. S'agissant de la formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant, on était généralement enclin à recommander un relèvement. Toutefois, le Comité a décidé de ne pas formuler de recommandation à cet égard avant sa session de 1990, pour attendre la publication des données actualisées sur le revenu national. Les données comparatives figurent à l'annexe V et, là encore, elles ne préjugent pas des résultats de l'étude qui sera entreprise l'an prochain (par. 28). Le Comité n'était généralement pas partisan de relever le coefficient d'abattement (c'est-à-dire l'abattement maximum autorisé), actuellement fixé à 85 % (par. 29).

8. Comme la question des taux plafonds et planchers revêt un caractère plus politique que technique, elle a été examinée uniquement dans le contexte de la redistribution des points de pourcentage résultant de l'application des différents éléments de la méthodologie (par. 30 et annexe I B du rapport). Le Comité a examiné les effets de la formule de limitation des variations des quotes-parts sur le barème (annexes I A et B). Il a constaté qu'il n'était pas possible d'établir un lien direct entre chacun des mécanismes d'ajustement et la formule de limitation (par. 34). Étant donné l'imbrication de tous les éléments de la méthodologie et le rôle assigné à la formule de limitation, il jugeait prématuré de recommander une éventuelle modification de la formule de limitation ou son perfectionnement. Il a cependant prié le Secrétariat d'examiner plus avant les effets cumulatifs de la formule et son application dans le cas de tranches de quotes-parts plus resserrées.

/...

(M. Ali)

9. S'agissant des ajustements spéciaux qui ont été apportés à tous les barèmes informatisés successifs, le Comité a souligné que son objectif était de réduire le recours à ces ajustements dans toute la mesure du possible en affinant la méthodologie (par. 36). Il a aussi décidé de faire figurer dans ses rapports sur l'établissement des futurs barèmes des éléments d'information précis sur les ajustements spéciaux (par. 40).

10. Conformément au paragraphe 2 de la résolution 43/223 A, le Comité a examiné des demandes présentées par l'Inde, la Jamahiriya arabe libyenne et la République islamique d'Iran relatives à une réduction de leurs quotes-parts respectives. Après avoir soigneusement pesé les renseignements et les arguments qu'elles contiennent, il a décidé de ne pas recommander de modifications.

11. Le Comité a examiné plusieurs autres questions, par exemple le recouvrement des contributions, le paiement de contributions en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis et le calcul des contributions des Etats non membres. Pour cette dernière question, il a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver une échelle mobile pour la détermination des montants annuels forfaitaires et des modalités d'examen périodique qui prendraient effet en 1990 (par. 50). Il convient de noter que les montants annuels forfaitaires ne couvrent pas les activités pour lesquelles le financement est intégralement assuré par les Etats parties.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/44/222 et Corr.1, A/44/272, A/C.5/44/CRP.1)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991 (A/44/6/Rev.1, A/44/7, A/44/16 et Add.1)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (A/44/233, A/44/234)

12. M. MONTAÑO (Mexique), intervenant sur le point 38, dit que le débat consacré à l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU donne l'occasion de réfléchir aux résultats et aux limites du processus de réforme qui a été entrepris il y a trois ans. Depuis le tout début, cette réforme a suscité une vive polémique. Si on semblait s'accorder sur la nécessité d'une plus grande efficacité dans le fonctionnement de l'Organisation, en revanche, les opinions divergeaient quant aux mesures à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif. La réforme administrative a été lancée à un moment où l'Organisation était à la merci des principaux contributeurs et où l'on exerçait de fortes pressions pour subordonner les négociations multilatérales aux intérêts de certains pays. Pour la délégation mexicaine, ces efforts devaient en fin de compte accroître la capacité d'action de l'Organisation face aux problèmes économiques, politiques et sociaux pour mieux promouvoir les buts et principes de la Charte. Cet objectif sera difficile à atteindre si l'on se borne à rechercher des économies budgétaires et une simplification des procédures administratives.

(M. Montaña, Mexique)

13. Il y a d'autres facteurs importants, notamment une volonté sincère de collaborer chez tous les Etats Membres; le respect des engagements pris dans le domaine financier; le versement intégral et ponctuel des contributions; il faut aussi fixer des priorités en tenant dûment compte des problèmes auxquels la communauté internationale doit faire face. Enfin et surtout, il faut respecter le caractère démocratique de l'Organisation.

14. La délégation mexicaine est convaincue qu'il est encore possible d'améliorer le fonctionnement de l'ONU dans le domaine administratif et financier et elle s'associe aux efforts qui sont déployés dans ce sens. Cependant, ces efforts ne doivent pas se limiter à l'élimination de certains programmes et à la réduction du nombre des conférences internationales.

15. Malgré les directives que l'Assemblée générale a formulées au sujet de l'application de la résolution 41/213, les recommandations du Groupe des Dix-Huit n'ont pas toujours été appliquées de façon harmonieuse. C'est le cas par exemple pour celles qui ont trait à la structure du Secrétariat et à la gestion du personnel. Ces dernières années, on a fait un effort important pour réduire les effectifs, ce qui était manifestement conforme aux intérêts de certains pays. Comme le Secrétaire général l'a signalé, ces mesures ont entraîné des pressions considérables pour le Secrétariat dans l'exécution de ses tâches. Dans le même temps, on n'a pas montré le même empressement à assurer une représentation équitable des pays en développement dans les catégories supérieures du personnel. Le rapport du Secrétaire général relève le maintien d'un statu quo qui ne correspond pas au rôle joué par ces pays au sein de la communauté internationale.

16. Par ailleurs, le rapport du Secrétaire général ne contient pas d'indications satisfaisantes sur l'application des recommandations 54 et 55 du Groupe des Dix-Huit. En ce qui concerne la limitation des contrats à 10 ans pour les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux, aucune mesure correspondante n'a été signalée. On ne dit pas non plus ce qui a été fait pour s'assurer que les postes ne deviennent pas l'apanage exclusif d'un pays ou d'un groupe régional. Dans ces deux cas, on a maintenu des pratiques qui sont contraires à l'esprit de la résolution 41/213.

17. La réforme administrative en cours aura nécessairement des incidences importantes sur la structure, le fonctionnement et la vocation politique future de l'Organisation. Pour l'instant, on ne sait pas exactement quel a été l'effet des mesures adoptées, ni si elles ont déjà produit une quelconque amélioration dans le fonctionnement de l'ONU. En revanche, les coûts de la réforme apparaissent clairement dans plusieurs secteurs d'activité. On exerce une forte pression pour supprimer certains organes et limiter les conférences sur les questions qui préoccupent les pays en développement. Les procédures régissant l'établissement et l'exécution du budget sont devenues plus rigides, ce qui limite les possibilités d'action de l'Organisation pour de nouveaux mandats. La compression des effectifs du Secrétariat risque à présent d'entraver l'exécution des programmes existants et entraîne des retards dans l'établissement de la documentation.

(M. Montaña, Mexique)

18. Dans un tel contexte, la question de l'établissement des priorités dans le projet de budget-programme revêt une importance critique. La délégation mexicaine pense que la nouvelle méthode proposée par le Secrétaire général constitue un progrès dans la mesure où elle permet d'établir des priorités plus précises et plus objectives. Elle considère en effet que la définition des priorités dans le plan à moyen terme doit intervenir surtout au niveau des sous-programmes et non entre les programmes. De même, il est souhaitable que le nombre des produits auxquels on assigne un rang de priorité maximum ou minimum au sein de chaque programme soit déterminé de manière plus souple, au lieu de continuer à appliquer la règle rigide des 10 %. Cela dit, comme la proposition présentée par le Secrétariat ne résout pas tous les problèmes théoriques et méthodologiques identifiés dans le rapport, il convient de poursuivre l'étude des critères relatifs à l'établissement des priorités.

19. Les décisions qui sont adoptées dans le cadre de la réforme administrative contribueront à façonner l'Organisation pour plusieurs décennies à venir. La délégation mexicaine ne voit pas comment on pourrait alors se limiter à une réduction des dépenses et à une simplification des procédures. La recherche d'une plus grande efficacité doit aller de pair avec un effort constant pour adapter l'Organisation à l'évolution du monde contemporain et la préparer aux nouvelles tâches qui l'attendent.

20. M. KOIRALA (Népal), intervenant sur le point 38, note que le rapport final du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (A/44/222 et Corr.1) présente une analyse détaillée pour chaque recommandation du Groupe des Dix-Huit tout en offrant une vue d'ensemble. Nombre de recommandations ont déjà été appliquées, grâce aux efforts déployés par le Secrétariat. La décision de garder le Comité des conférences comme un organe subsidiaire permanent devrait contribuer à freiner la multiplication des organes intergouvernementaux et à assurer l'utilisation optimale des services de conférence. Le rapport détaillé demandé dans la résolution 43/174 de l'Assemblée générale permettra d'envisager de nouvelles dispositions pour améliorer l'efficacité du mécanisme intergouvernemental et de ses structures d'appui au sein du Secrétariat ainsi que l'exécution des programmes économiques et sociaux. La délégation népalaise pourrait citer d'autres exemples : les nouvelles mesures envisagées par le Comité administratif de coordination, les consultations officieuses qui auront lieu entre les chefs de secrétariat sur les grandes questions de politique générale, la réaffirmation du rôle central du PNUD en matière de coordination, l'étude sur les fonctions des coordonnateurs résidents, le partage de locaux et de services entre les organismes des Nations Unies, l'étude du Corps commun d'inspection sur les méthodes de budgétisation. Tout cela contribuera certainement à une meilleure efficacité.

21. En revanche, la délégation népalaise est déçue par les résultats assez minces qui ont été obtenus au sujet de l'établissement des priorités, alors qu'on a consacré beaucoup de temps à cette question. Le système modifié préconisé dans le document A/44/272 lui paraît tout à fait satisfaisant. Etant donné les difficultés qui ont été rencontrées sur les plans théorique et pratique, elle préconise une

(M. Koirala, Népal)

approche prudente, à savoir autoriser l'application du système modifié pendant une période d'essai raisonnable pour que le Secrétaire général puisse établir un ordre de priorité acceptable pour tous les Etats Membres.

22. La délégation népalaise est heureuse de constater que la restructuration des services politiques du Secrétariat a été achevée conformément aux recommandations du Groupe des Dix-Huit. La simplification des structures internes et la réorganisation des secteurs politique, administratif et de l'information ont déjà produit les résultats souhaités. En ce qui concerne la réduction du nombre des postes, il y a eu des progrès certains mais il reste encore beaucoup à faire pour appliquer la résolution 41/213. Comme on a demandé au Secrétaire général d'agir avec une extrême prudence pour éviter des incidences négatives sur les programmes et activités déjà approuvés et préserver simultanément les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité parmi le personnel, il est normal qu'on entreprenne des études détaillées avant de supprimer certains postes. Compte tenu de ces considérations, la délégation népalaise est convaincue que cette recommandation vitale du Groupe des Dix-Huit pourra également être appliquée, telle qu'elle a été entérinée par l'Assemblée générale.

23. M. KARBUCZKY (Hongrie) dit que le premier projet de budget-programme établi conformément à la nouvelle procédure adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 semble aller dans le bon sens puisque la différence entre le montant total indiqué dans le plan général et le montant total du projet de budget-programme est inférieure à 0,1 % et que la réduction totale recommandée par le CCQAB dans son premier rapport est inférieure à 6,9 millions de dollars. Il n'en reste pas moins qu'un mécanisme efficace de fixation des priorités et un plan à moyen terme cohérent permettraient d'améliorer encore plus le processus de budgétisation et de planification.

24. La délégation hongroise note avec satisfaction que des efforts importants ont été faits, et des résultats obtenus, en matière de réduction des postes, même si, en termes de pourcentage, ces résultats ne sont pas encore conformes aux dispositions de la résolution 41/213. Ces compressions d'effectifs se sont faites dans la plupart des cas de manière humaine et sans provoquer une baisse notable du taux d'exécution des programmes. Cette réduction du nombre de postes semble néanmoins insuffisante pour ce qui est des postes de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général, dont le nombre est réduit de 10 et non de 14 comme prévu à l'origine, sans compter que dans un de ces cas, il s'agit en fait d'un déclassement à D-2 et dans un autre cas, de la suppression d'un poste temporaire créé à titre renouvelable. Le Secrétaire général fait certes des efforts appréciables pour que l'Organisation conserve un nombre suffisant de fonctionnaires de haut rang, mais il faudrait faire davantage pour se conformer aux dispositions de la résolution susmentionnée, les Etats Membres qui sont directement concernés par les réductions en question devant, de leur côté, faire preuve de retenue.

(M. Karbuczky, Hongrie)

25. S'agissant de la question des dépenses non renouvelables, la délégation hongroise constate que sur les 87,3 millions de dollars demandés à ce titre pour 1990-1991, 35,6 millions de dollars correspondent à des dépenses qui étaient déjà inscrites à la même rubrique dans le budget-programme précédent, 8,5 millions de dollars sont destinés à la modernisation des systèmes administratifs et 3,5 millions de dollars à l'installation de matériel de bureautique et de reproduction pour les services de conférence. Les dépenses de ce type ne peuvent que se répercuter sur les budgets futurs, ce qui revient à dire qu'elles vont se renouveler. Il en va de même pour les 24 postes temporaires non renouvelables dont il est question au paragraphe 52 du rapport du CCQAB. La délégation hongroise doute donc que l'on puisse parler d'une diminution nette en valeur réelle de 0,4 %, comme il est indiqué au paragraphe 6 de l'introduction au projet de budget-programme.

26. Compte tenu de l'évolution récente de la situation et des besoins actuels, la délégation hongroise pourrait accepter un relèvement raisonnable du plafond fixé pour les dépenses imprévues et extraordinaires, et elle attend les recommandations que le CCQAB formulera à cet égard.

27. S'agissant du processus de consultation sur le plan à moyen terme, la délégation hongroise note avec regret que sur 41 programmes de travail pour 1990-1991 des organismes des Nations Unies, 17 n'ont été examinés par aucun organe intergouvernemental, ce qui complique le processus de planification et de programmation et empêche d'établir un plan à moyen terme bien défini et, par voie de conséquence, un budget-programme judicieux. La délégation hongroise approuve pleinement la recommandation du CPC (A/44/16, par. 48) et les conclusions du CCQAB (A/44/7, par. 71 et 72) à cet égard et souhaiterait que le Secrétariat donne des indications sur la manière dont cette lacune pourrait être comblée.

28. La délégation hongroise approuve tout autant les observations et recommandations du CCQAB sur la nécessité de renforcer davantage les mécanismes d'approbation, de contrôle et d'établissement des rapports en matière de fonds extra-budgétaires, compte tenu de l'importance croissante de ces fonds.

29. Le représentant de la Hongrie estime pour conclure que le budget-programme de l'Organisation gagnerait en stabilité si, d'une part, les activités productrices de recettes étaient davantage axées sur le profit, auquel cas elles rapporteraient bien davantage que les 9.1 millions de dollars indiqués au chapitre 3 des recettes dans le projet de budget-programme, et, d'autre part, si, à l'instar de certaines institutions spécialisées, des programmes de travail non prévus à l'origine pouvaient être inscrits au budget en cours d'exercice biennal.

30. M. SEZAKI (Japon) dit qu'après la création du Groupe des Dix-Huit et l'adoption de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, l'ONU a entrepris une série de réformes à court et à long termes qui lui ont permis d'acquérir davantage de dynamisme, en dépit d'une crise financière chronique. L'Organisation assume en outre depuis quelque temps des responsabilités accrues, touchant le règlement des conflits régionaux en particulier, et est censée jouer un rôle plus important dans

(M. Sezaki, Japon)

l'action multilatérale visant à régler des problèmes mondiaux tels que la protection de l'environnement, la prévention des catastrophes, le désarmement, la lutte contre le trafic des drogues et la promotion des droits de l'homme. Il convient néanmoins de se demander si, d'une part, toutes les réformes qui relèvent de la compétence du Secrétaire général ont été mises en oeuvre et, d'autre part, si les Etats Membres dotent le Secrétariat des moyens nécessaires pour mener à bien les tâches qu'ils lui confient.

31. La délégation japonaise estime que le Secrétariat devrait poursuivre ses efforts tendant à améliorer l'efficacité, la rentabilité et la définition des responsabilités dans l'utilisation des ressources disponibles, compte tenu, en particulier, de l'augmentation très nette de la charge financière qui pèse sur les Etats Membres en raison des nouvelles opérations de maintien de la paix. Le Secrétaire général, de son côté, demande aux Etats Membres de s'acquitter de leurs obligations internationales, financières notamment, à l'égard de l'ONU, d'assurer de bonnes conditions d'emploi aux fonctionnaires internationaux et de s'efforcer davantage de réformer la structure intergouvernementale dans les domaines économique et social. De l'avis de la délégation japonaise, ces deux aspects du processus de réforme ne sont pas contradictoires. Les efforts tendant à parvenir à une gestion financière saine et efficace devraient aller de pair avec la création des conditions permettant aux Etats Membres de s'acquitter de leurs obligations, notamment de verser intégralement et à temps leurs contributions.

32. Comme le dit le CPC à propos du rapport final du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213, l'objectif des réformes est d'accroître l'efficacité du fonctionnement de l'ONU et non pas simplement de réaliser des économies ou de réduire les effectifs. L'Organisation devrait certes poursuivre de manière plus sérieuse les efforts entrepris en vue de mieux maîtriser son fonctionnement, mais jusqu'ici, cela n'a pas été fait dans le sens d'une bonne gestion des ressources humaines : absence de normes rationnelles en matière de volume de travail, effets inégaux en fonction des départements, application de politiques de personnel (gel du recrutement et résorption naturelle ou compression des effectifs) qui, de même que le système de gestion des vacances de poste, ont davantage trait au règlement de la crise financière qu'à la réalisation des réformes, ont empêché l'ONU d'attirer un personnel nouveau et compétent et ont perpétué l'engorgement du tableau d'effectifs aux échelons supérieurs, au lieu d'injecter un sang nouveau dans l'Organisation comme le voudrait le Secrétaire général.

33. Les aspects qualitatifs de la politique de personnel semblent par ailleurs avoir été quelque peu négligés. Faute de méthodes objectives et de critères clairs pour le recrutement, l'évaluation des résultats et les promotions, l'Organisation pourrait perdre ses meilleurs fonctionnaires et ne plus être compétitive par rapport à d'autres organisations internationales. La délégation japonaise demande donc instamment au Secrétaire général d'étudier les effets du plan de réduction des effectifs sur l'exécution des programmes et sur la structure et la composition du Secrétariat. Outre le rajeunissement des effectifs, le maintien de la qualité du personnel et la réalisation d'une répartition géographique équitable, le

(M. Sezaki, Japon)

Secrétariat devrait s'efforcer, comme l'a demandé le CPC, de parvenir à une transparence et une cohérence plus grandes en matière de gestion du personnel, ce qui suppose aussi l'établissement de normes et statistiques perfectionnées en matière de volume de travail pour faciliter une meilleure répartition des ressources entre les différents départements.

34. Au cours des trois dernières années, l'application des recommandations approuvées a connu des retards considérables dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de la réorganisation du mécanisme intergouvernemental dans les domaines économique et social, dans les services de conférence et de réunion et dans la mise en oeuvre des plans de modernisation de l'administration et de la gestion. Elle espère en outre que davantage de progrès seront réalisés dans le domaine de l'information.

35. S'agissant du point 123 de l'ordre du jour, la délégation japonaise rappelle qu'à la vingt-neuvième session du CPC, elle s'était dite préoccupée devant les différences de méthode et de présentation entre l'introduction au projet de budget-programme et le plan général approuvé par l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session, pour ce qui est de la base de leur formulation, de la prise en compte de l'inflation et du contenu des programmes, différences qui revêtent une importance d'autant plus grande qu'il s'agit du premier projet de budget-programme établi selon le nouveau processus budgétaire. Le dépassement de 1,3 million de dollars par rapport au plan général est attribué à l'impossibilité d'absorber intégralement le coût des 50 postes rétablis en application de la résolution 43/213 de l'Assemblée, mais aucune explication complète n'a été donnée sur ce point, pas même par le CCQAB. La délégation japonaise tient à faire remarquer qu'au vu du tableau du paragraphe 7 du premier rapport du CCQAB, la différence entre les deux totaux des dépenses prévues est de 3 millions de dollars, aux taux de 1989. De plus, il n'existe pour le projet de budget-programme aucun montant qui soit directement comparable au montant de 1 767,1 millions de dollars aux taux de 1988 prévu par le Secrétaire général et adopté officiellement par l'Assemblée dans sa résolution 43/214. Si le plan général doit permettre de prévoir le montant global du budget, il doit y avoir une base de comparaison crédible entre les deux documents; aussi le Secrétariat doit-il définir pour le prochain plan général une méthode précise permettant de comparer directement les deux séries de montants estimatifs.

36. Le Japon considère que le plan général du budget doit servir non seulement à permettre au Secrétariat de mieux prévoir les ressources dont il pourra disposer mais également à permettre aux Etats Membres de connaître le montant global des ressources nécessaires. La délégation japonaise demande donc au Secrétariat de présenter d'urgence à la Commission des montants prévisionnels plus réalistes pour l'exercice biennal 1990-1991, sur la base des hypothèses les plus récentes quant aux taux de change et d'inflation. Le plan général ne constitue pas la garantie d'un montant total de ressources mises à la disposition de l'ONU. Il doit plutôt servir de base à un dialogue entre le Secrétariat et les Etats Membres pour l'établissement du projet de budget-programme et doit donc décrire le contenu des programmes et fixer les priorités non seulement par secteur, mais aussi entre secteurs.

(M. Sezaki, Japon)

37. Ce manque de clarté dans la définition des priorités entre départements est particulièrement préoccupant en ce qui concerne les réductions d'effectifs, lesquelles ont davantage touché les secteurs dont l'importance ne peut que croître (maintien de la paix, désarmement, environnement, etc.) que le Département de l'administration et de la gestion ou les services de conférence et bibliothèques. Paradoxalement, ce sont donc les secteurs dont l'efficacité est censée bénéficier des innovations technologiques et des meilleures méthodes de gestion qui conservent des effectifs quasiment stables. Le Secrétaire général a certes raison de souligner qu'il incombe aux Etats Membres de fixer les priorités, mais il devrait réétudier la formulation du budget-programme afin de l'aligner plus clairement sur les grandes orientations qu'il juge prioritaires. Le système intégré d'information de gestion devrait permettre une organisation plus rationnelle de secteurs tels que les services communs d'appui.

38. En ce qui concerne le projet de budget-programme lui-même, la délégation japonaise se félicite de la déclaration du Secrétaire général selon laquelle les nouvelles réformes ainsi que les nouveaux programmes dont le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale - sur la base des recommandations de la CFPI, notamment - pourraient prendre l'initiative devront être financés dans les limites des propositions budgétaires, y compris le fonds de réserve. La délégation japonaise part du principe que les dépenses supplémentaires à couvrir par prélèvement sur le fonds de réserve au cours de la première année de l'exercice ne doivent pas dépasser la moitié des ressources dudit fonds.

39. Passant aux dépenses extra-budgétaires, la délégation japonaise convient avec le Président du CCQAB que les contributions volontaires sont utiles pour le financement d'activités importantes de l'Organisation et sont même indispensables en cas de crise financière. Le Secrétaire général doit donc continuer de faire le meilleur usage possible de ces ressources et encourager les donateurs à verser de nouvelles contributions volontaires, dans le respect des politiques, objectifs et activités de l'Organisation. Le Gouvernement japonais compte aussi que le Secrétaire général fera tout son possible pour que les activités extra-budgétaires soient convenablement exécutées, en prévoyant des ressources suffisantes pour les appuyer et en allouant une part appropriée des ressources consacrées à l'appui aux programmes aux départements organiques qui les exécutent.

40. S'agissant enfin de la planification des programmes, la délégation japonaise estime utile que des organes spécialisés participent à un examen approfondi des chapitres respectifs du projet de plan à moyen terme que l'Assemblée générale doit adopter en 1990, le Secrétariat de l'ONU devant faire preuve à la fois d'esprit d'initiative et de souplesse pour intégrer ces apports extérieurs spécialisés. Pour ce qui est du contrôle, de l'évaluation et de la gestion de la planification des programmes, la délégation japonaise note avec satisfaction que le Secrétariat reconnaît à présent que les conclusions des rapports de contrôle et d'évaluation devraient servir de base à la formulation du plan à moyen terme et du budget-programme. Il en va de même pour l'établissement des priorités dans les futurs plans généraux du projet de budget-programme. La délégation japonaise approuve donc les conclusions et recommandations qui figurent dans les rapports du

/...

(M. Sezaki, Japon)

Secrétaire général sur ces deux points (A/44/233 et A/44/272), étant entendu qu'elles seraient appliquées à titre expérimental et que le CPC examinerait les résultats obtenus dans les prochaines années.

41. M. YU MENGJIA (Chine) constate que les efforts conjoints des Etats Membres, du Secrétaire général et de l'ensemble du personnel du Secrétariat ont permis à l'Organisation de faire de grands progrès sur la voie des réformes, en ce qui concerne plus particulièrement la réorganisation des structures, le processus budgétaire et les questions de personnel. Il n'en reste pas moins que les réformes relèvent d'un processus continu dont les objectifs restent à atteindre. Dans les domaines économique et social, les deux résolutions relatives à la revitalisation du Conseil économique et social n'ont pas encore été intégralement appliquées. Aussi la délégation chinoise souhaiterait-elle que le rapport que le Secrétaire général doit présenter sur ce point à la session en cours analyse de manière réaliste et équilibrée les progrès accomplis sur la voie des réformes dans les domaines économique et social et informe les Etats Membres de l'état d'application des deux résolutions susmentionnées, en indiquant notamment les mesures qui ont déjà été prises à cet effet et celles qui restent à prendre. En tout état de cause, tant les Etats Membres que le Secrétariat doivent poursuivre sans relâche l'action entreprise pour réaliser les objectifs de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

42. Présenté avant l'achèvement de la période de trois ans assignée au processus de réforme, le rapport du Secrétaire général, certes utile et objectif, ne fait pas suffisamment ressortir les succès, les échecs et les incidences des réformes et ne peut donc servir de base à une évaluation globale du processus. La délégation chinoise approuve la recommandation du CPC tendant à ce que le Secrétaire général présente à l'Assemblée, à sa quarante-cinquième session, un rapport analytique et critique sur le processus de réforme, pour la période de trois ans et à la lumière des objectifs énoncés dans la résolution 41/213, en mettant l'accent sur les questions d'intérêt commun.

43. Tout au long du processus de réforme, les Etats Membres ont insisté sur l'importance d'un certain nombre de principes. En premier lieu, l'objectif des réformes est d'accroître l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation et non pas seulement de rationaliser les structures et de réduire les dépenses. En deuxième lieu, les programmes déjà approuvés par l'Assemblée générale ne doivent pas pâtir des mesures de réforme, ce dont on ne peut s'assurer que si l'on dispose de critères objectifs de mesure des incidences des réformes sur l'exécution des programmes. Enfin, les questions de personnel doivent être régies par le principe de la répartition géographique équitable, principe dont l'application est aussi affectée par le gel du recrutement et la compression des effectifs. La délégation chinoise espère que le rapport que le Secrétaire général présentera à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale fera un bilan complet de la situation à cet égard.

44. M. KOUBAA (Tunisie) dit que sa délégation souscrit aux observations du CPC concernant le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213. Ce document (A/44/222), qui ne porte que sur une période de 26 mois, ne rend pas compte intégralement du processus d'exécution des réformes convenues. Il se borne, dans certains cas, à mentionner des études qui ont déjà été examinées, notamment par le Conseil économique et social, sans faire état des réactions des Etats Membres. Par ailleurs, il contient un certain nombre de répétitions et de développements inopportuns qui nuisent à sa qualité. Dans ces conditions, il faut espérer que le Secrétariat communiquera à l'Assemblée, au cours de la présente session, des informations à jour sur la mise en application des réformes, afin que celle-ci puisse procéder à un examen intégré. La délégation tunisienne souscrit en outre aux observations du CPC concernant la structure du rapport analytique et critique qui devra être soumis à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session.

45. Des progrès importants ont été accomplis dans le cadre de l'application de la résolution 41/213, surtout si l'on considère que les réformes ont été opérées à chaud, au plus fort de la crise financière. Tout en prenant note des mesures relatives au personnel, la délégation tunisienne tient à rappeler que le processus de réforme avait pour objectif d'accroître l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation et non pas simplement de réaliser des économies ou de réduire les effectifs. Elle souhaiterait, à ce sujet, connaître les raisons du transfert de sept postes au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de Vienne, dont il est fait état au paragraphe 6.24 du projet de budget.

46. Si le partage des responsabilités est maintenant plus clair dans un certain nombre d'unités administratives, comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 11 du document A/44/222, tel ne semble pas être le cas dans le secteur économique et social. On relève à ce propos certaines contradictions dans le rapport du Secrétaire général. Ainsi, au paragraphe 50 du document, le Secrétaire général indique qu'il convient de prolonger les délais de réforme dans les secteurs économique et social, alors qu'au paragraphe 76, il annonce qu'il s'efforcera plutôt de continuer à rendre la structure actuelle du Secrétariat dans ces secteurs plus efficace et plus performante.

47. Consciente des difficultés rencontrées par la Commission spéciale lors de l'examen de la restructuration des secteurs économique et social, la délégation tunisienne souhaiterait toutefois savoir ce que le Secrétariat envisage de faire concrètement à ce propos, compte tenu notamment du renforcement de l'Office des Nations Unies à Vienne et du transfert au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de certaines responsabilités, telles que l'établissement du rapport sur la situation sociale dans le monde.

48. M. MOHIUDDIN (Bangladesh) constate que le projet de budget s'inscrit nettement dans la continuité, qu'il s'agisse des programmes ou de la répartition des ressources. Dans la plupart des secteurs d'activité, les dépenses accusent une diminution par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1988-1989. Le montant du budget proposé pour 1990-1991 s'établit à 1 983 863 400 dollars,

(M. Mohiuddin, Bangladesh)

soit 1,3 million de dollars de plus que le chiffre indiqué dans le plan général et approuvé dans la résolution 43/214. Ce dépassement n'est pas assez important, aux yeux de la délégation du Bangladesh, pour permettre de dire que l'esprit de la résolution 43/214 n'a pas été respecté. L'application du nouveau processus budgétaire n'en est encore qu'à ses débuts et l'on peut espérer qu'une fois la méthode affinée, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du fonds de réserve et l'ensemble des dépenses additionnelles, le Secrétaire général sera en mesure de prévoir avec plus d'exactitude dans le plan général le montant des ressources nécessaires pour exécuter pendant l'exercice biennal suivant les activités programmées par les organes délibérants. Il faudrait aussi que les Etats Membres et les organismes intergouvernementaux soient associés plus étroitement à l'élaboration du projet de budget-programme, de façon qu'il puisse être adopté sur la base de l'accord le plus large possible.

49. Les fonds extra-budgétaires, dont le volume, évalué à 2,5 milliards de dollars, est supérieur à celui des ressources inscrites au budget ordinaire, ont nécessairement une incidence sur le contenu des programmes et l'ordre de priorité de l'Organisation. Ces fonds vont pour l'essentiel à des organes semi-autonomes tels que le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, le PNUE et le HCR dont les activités revêtent une importance cruciale aux yeux des Etats Membres. Il est donc indispensable que la gestion de ces fonds fasse l'objet d'un contrôle plus attentif et que le Secrétaire général procède à l'examen recommandé par le Comité consultatif afin de définir avec précision le rôle joué par les fonds extra-budgétaires dans l'exécution des programmes arrêtés par les organes intergouvernementaux.

50. La réforme - la délégation du Bangladesh tient à le réaffirmer - n'est pas une fin en soi; elle ne se réduit pas à des compressions d'effectifs et ne devrait pas compromettre l'exécution des programmes approuvés. Il faut notamment veiller à ce que les réductions de personnel soient opérées avec souplesse, afin de ne pas amoindrir la capacité d'action de l'Organisation et de ne pas démoraliser les fonctionnaires.

51. L'Organisation est actuellement appelée à jouer un rôle croissant sur la scène mondiale, en particulier dans le domaine de l'instauration et du maintien de la paix. Le Bangladesh est, pour sa part, fier de participer à ces efforts dans le cadre du GOMNUII et du GANUPT. Il va sans dire que le développement des activités de maintien de la paix a des conséquences administratives et financières. Etant donné l'importance cruciale de ces activités, il est capital que le Secrétaire général dispose de ressources suffisantes pour les mener à bien. Or, une fois de plus, la situation financière de l'Organisation est menaçante, les arriérés de contributions au budget ordinaire représentant 609 millions de dollars, soit 77 % des quotes-parts pour 1989. Il faut remédier sans tarder à un tel état de choses, afin de donner à l'Organisation des moyens d'action qui lui permettront de répondre aux attentes suscitées par l'évolution de la situation internationale.

52. M. ZAHID (Maroc) fait observer que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 est le premier à avoir été établi conformément au nouveau processus budgétaire, sur la base du plan général arrêté par l'Assemblée

(M. Zahid, Maroc)

générale dans sa résolution 43/214. Le projet de budget représente au total une légère augmentation de 1 339 700 dollars par rapport au montant des prévisions préliminaires contenu dans la résolution 43/214. La raison de ce dépassement invoquée par le Secrétaire général est l'impossibilité d'absorber intégralement le coût des postes rétablis par la résolution 43/213. De l'avis de la délégation marocaine, cette raison ne peut à elle seule justifier ce dépassement. D'autres raisons peuvent expliquer cette situation : le plan général et le projet de budget ont été établis sur des bases différentes et le montant fixé par le plan général n'est qu'une estimation préliminaire qui ne peut être considérée ni comme un plafond ni comme un plancher. En tout état de cause, le dépassement ne devrait pas soulever d'énormes difficultés en raison de son faible montant.

53. L'un des indicateurs importants figurant dans le projet de budget-programme est la croissance réelle, dont le taux reste négatif. La délégation marocaine espère que cette croissance négative ne se traduira par aucun effet négatif sur l'application des programmes et espère que le Secrétariat donnera des assurances à ce sujet. Il est dit dans l'introduction au projet de budget-programme que tous les produits prescrits figurent dans le projet, mais il est dit par ailleurs que des regroupements et des suppressions ont été effectués. Il serait souhaitable de connaître ces regroupements et ces suppressions afin de pouvoir les examiner en connaissance de cause.

54. Comme l'a signalé le CPC dans son rapport, de nombreux chapitres du projet de budget reflètent une tendance à l'augmentation des dépenses d'administration et des coûts liés à l'utilisation d'experts et de consultants, des frais de voyage, des dépenses afférentes aux travaux contractuels d'imprimerie ainsi que des dépenses d'équipement. La délégation marocaine appuie la recommandation du CPC tendant à ce que le Secrétariat déploie tous les efforts nécessaires pour réduire les coûts de cette nature d'une manière qui puisse bénéficier aux programmes. Par ailleurs, la réduction des effectifs ne devrait avoir aucun effet négatif sur l'exécution des programmes ni sur les petites unités comme les commissions régionales.

55. S'agissant de la question de la méthodologie de la présentation budgétaire, la délégation marocaine appuie la recommandation du CPC, qui demande au Secrétaire général d'affiner plus avant les méthodes utilisées.

56. En ce qui concerne la réforme administrative, ce processus est d'autant plus important que l'Organisation doit relever de nouveaux défis, comme la lutte contre la drogue, les questions d'environnement et le maintien de la paix, ce qui alourdit son volume de travail. Or, l'effet de la réforme administrative sur la capacité d'action de l'Organisation sera très limité tant que celle-ci restera menacée par la crise financière et tant que les Etats Membres ne verseront pas régulièrement leurs contributions. L'appui manifesté par les Etats Membres à l'égard de la réforme administrative devrait aller de pair avec la volonté de doter l'Organisation des ressources financières nécessaires à l'exécution de sa tâche.

(M. Zahid, Maroc)

57. La délégation marocaine considère que l'établissement des priorités revêt une grande importance et regrette que, faute de temps, le CPC n'ait pu examiner en détail le rapport du Secrétaire général sur cette question (A/44/272). Elle espère que la Cinquième Commission pourra procéder à un examen approfondi de tous les aspects de cette question très complexe.

58. Selon le paragraphe 21 de ce document, le système actuel d'établissement des priorités se heurte à trois catégories de difficultés : certaines tiennent aux définitions, d'autres aux concepts et d'autres enfin aux méthodes. D'importants problèmes conceptuels sont soulevés par les critères régissant l'établissement des priorités : a) importance que l'objectif présente pour les Etats Membres, b) capacité de l'Organisation d'atteindre ledit objectif; et c) efficacité et utilité réelle des résultats. La délégation marocaine estime qu'il serait peut-être plus approprié de prendre en considération l'ensemble des critères dans l'établissement des priorités, car ces critères se complètent et s'équilibrent.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/C.5/44/L.3)

59. M. SOTO (Colombie) demande que dans la version espagnole du projet de résolution, à la troisième ligne du paragraphe 20 du dispositif, les mots "dé cima a" soient remplacés par le mot "finalice".

60. Le projet de résolution A/C.5/44/L.3, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans opposition.

61. M. HILL (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation n'a pas d'objection au projet de résolution qui vient d'être adopté. Toutefois, si les nouvelles procédures de vérification se révélaient inadéquates dans le cas du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF, elle estime qu'il y aurait lieu d'en revenir à des vérifications annuelles complètes.

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (A/C.5/44/L.4)

62. M. DANKWA (Ghana), prenant la parole en sa qualité de vice-président de la Commission, présente le projet de résolution A/C.5/44/L.4 relatif au Corps commun d'inspection. Il formule l'espoir que l'esprit de coopération qui a présidé aux consultations officieuses au cours desquelles le projet de résolution a été élaboré permettra l'adoption de celui-ci sans vote.

La séance est levée à 17 h 45.